Cons. d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 octobre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut pécuniaire du personnel soldé des forces armées", a donné en sa séance du 14 novembre 1951 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e October 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende geldelijk statuut van het soldijtrekkend personeel der krijgsmacht", heeft ter zitting van 14 November 1951 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL SOLDE DES FORCES ARMEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve,modifiée par la loi du 14 juillet 1951, notamment l'article 5;

Vu la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service,coordonnée par l'arrêté royal du 15 février 1937, modifiée par la loi du 28 mars 1951;

Vu l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif au cadre des officiers commissionnés,tel qu'il est maintenu en vigueur par la loi du 1er juin 1949;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne,modifiée par la loi du 14 juin 1951;

Vu le règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses ainsi qu'aux droits du personnel de l'armée et de la gendarmerie aux allocations et prestations en deniers et en nature, approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931;

Vu l'avis du Ministre des Finances donné le

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - DISPOSITIONS ORGANIQUES.

Section 1ère.- Du régime de la solde et de ses bénéficiaires.

Article 1er.-

Le personnel soldé des forces armées bénéficiaire du présent arrêté comprend :

1° pendant la durée du terme de service actif qu'ils auraient normalement dû accomplir, les sous-lieutenants auxiliaires qui ont été nommés ou commissionnés durant leur terme de service actif;

2° les miliciens qui accomplissent leur terme de service actif;

3° les militaires de rang subalterne rappelés sous les armes, à l'exclusion des sous-officiers de carrière;

4° les élèves de l'école royale des cadets;

5° les militaires de rang subalterne, volontaires pour la durée de la guerre.

Article 2.-

Le régime de la solde dont bénéficient les militaires visés à l'article 1er comprend :

.../...

1° une solde journalière;

2° la nourriture aux frais de l'Etat ou une indemnité en tenant lieu;

3° le logement gratuit.

Article 3.-

§ 1er. Perd le bénéfice du régime de la solde, le militaire soldé qui est :

1° en congé à quelque titre que ce soit;

2° absent illégalement;

3° détenu, sauf si l'intéressé bénéficie d'une ordonnance de non-lieu ou d'un jugement d'acquittement ou si, sans être condamné, il est renvoyé à la discipline du corps pour quelque motif que ce soit.

§ 2. Les élèves de l'école royale des cadets qui ont acquis la qualité de militaire bénéficient des avantages prévus à l'article 2, 1° et 2°, pendant leurs congés légaux si le commandant de l'école estime que leur conduite a été bonne.

Article 4.-

§ 1er. Les militaires qui ont été prisonniers ou internés de guerre perçoivent, lors de leur rapatriement, la solde prévue à l'article 2, 1°, sous déduction des sommes qu'ils ont effectivement perçues durant la période de captivité ou d'internement.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale décide la mesure dans laquelle le temps passé en captivité donne droit à cette solde. Il prend cette décision sur avis

.../...

d'une commission dont il fixe la composition et la procédure . Cette commission se prononce sur l'honorabilité de la capture et sur la conduite de ces militaires durant leur captivité.

Article 5.-

Les militaires soldés dont l'absence est constatée en temps de guerre perçoivent,lors de leur reprise en force,la solde prévue à l'article 2, 1°, qui leur est due pendant leur absence pour autant que la légitimité de celle-ci soit attestée par un certificat motivé du chef de corps.

Section II. De la solde journalière.

Article 6.-

Le montant des soldes journalières est fixé au tableau I annexé au présent arrêté.

La solde est réduite de moitié pendant le séjour des militaires dans une formation hospitalière.

L'assimilation des grades se fait conformément au tableau II annexé au présent arrêté.

Article 7.-

La solde est payée par quinzaine et à terme échu.

Section III. De la nourriture.

Article 8.-

Pour chaque journée donnant droit à la solde, l'Etat :

1° fournit des vivres, suivant un rationnement déterminé par le Ministre de la Défense nationale;

2° alloue une indemnité de ménage destinée à parfaire la ration de vivres et dont les taux, fixés périodiquement par le Ministre de la Défense nationale, varient suivant qu'il s'agit de sous-officiers ou de la troupe.

Article 9.-

La ration des vivres et l'indemnité de ménage ne sont pas dues pour les militaires soldés qui sont placés, aux frais de l'Etat, avec nourriture chez l'habitant.

Article 10.-

§ 1er. Une indemnité représentative de vivres, dite "indemnité de hors ménage", est allouée en lieu et place de la nourriture :

1° aux sous-lieutenants de réserve et auxiliaires qui accomplissent leur terme de service actif;

2° aux adjudants candidats sous-lieutenants de réserve ou auxiliaires qui accomplissent leur terme de service actif;

.../...

3° aux militaires rappelés sous les armes et qui sont tenus en vertu de leur ordre de rappel de se munir de vivres pour un ou deux jours;

4° aux militaires soldés employés dans un mess d'officiers ou dans un ménage de sous-officers; l'indemnité est, dans ces cas, versée au gestionnaire du mess ou du ménage.

§ 2. Le chef de corps ou l'autorité qui en exerce les attributions peut décider que l'"indemnité de hors ménage" sera allouée en lieu et place de la nourriture aux militaires soldés qui, par suite des exigences de leur service, sont dans l'impossibilité de participer à l'ordinaire.

§ 3. Les taux de l'"indemnité de hors ménage" sont fixés périodiquement par le Ministre de la Défense nationale et varient suivant qu'il s'agit d'officiers, d'adjudants candidats officier, de sous-officiers et de caporaux ou soldats.

Section IV. Du logement.

Article 11.-

§ 1er. Lorsque l'Etat se trouve dans l'impossibilité de fournir gratuitement un logement à un militaire soldé, celui-ci est remboursé des frais qu'il a réellement supportés.

Ce remboursement est subordonné à l'autorisation du Ministre de la Défense nationale.

.../...

§ 2. § 2. Les dispositions du § 1er ne sont pas applicables aux militaires soldés qui accomplissent des déplacements de service ou qui séjournent hors du Royaume.

CHAPITRE II.- DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS FINALES.

Article 12.-

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1951, les sous-lieutenants de réserve et auxiliaires qui accomplissent leur terme de service actif perçoivent une rémunération fixée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 novembre 1950 portant le statut pécuniaire du personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 28 mars 1951, et aux dispositions de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Article 13.-

Sont abrogées, les dispositions suivantes du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931 :

1° l'article 97, modifié par l'arrêté du Régent du 3 avril 1948;

2° l'article 97 bis, inséré par l'arrêté royal du 24 mai 1951;

3° les articles 98 à 112;

4° les articles 224 à 227, modifiés par l'arrêté royal du 18 septembre 1950;

.../...

5° les articles 228 à 230;

6° l'article 285,modifié par l'arrêté du Régent du 8 mai 1945;

7° les articles 286 à 288;

8° l'article 289, C, 2°, modifié par les arrêtés du Régent des 8 mai 1945 et 15 juillet 1946 et par l'arrêté royal du 18 septembre 1950;

9° les articles 298 et 299.

Article 14.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1952.

Article 15.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Les tableaux doivent être précédés du titre : " ANNEXE ".

\+

\+ \+

Le texte néerlandais du tableau I, A, devrait être rédigé comme suit : "Dienstplichtigen tijdens de eerste twaalf maanden actieve dienst, weder onder de wapens geroepen militairen van lagere graad, vrijwilligers voor de duur van de oorlog.".

Le texte néerlandais du tableau I, B, devrait être rédigé comme suit : "Dienstplichtigen vanaf hun dertiende maand actieve dienst.".

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE GELDELIJK STATUUT VAN HET SOLDIJTREKKEND PERSONEEL DER KRIJGSMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951, namelijk op artikel 5 ;

Gelet op de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij koninklijk besluit van 15 Februari 1937, gewijzigd bij de wet van 28 Maart 1951 ;

Gelet op de besluitwet van 10 December 1942 betreffende het kader der aangestelde officieren, zoals zij bij de wet van 1 Juni 1949 verder van kracht is verklaard ;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951 ;

Gelet op het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het personeel van het leger en de rijkswacht op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura ;

.../...

Gelet op het advies van de Minister van Financiën, gegeven de

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- ORGANIEKE BEPALINGEN.

Afdeling 1.- Soldijregeling en soldijgerechtigden.

Artikel 1.-

Het soldijtrekkend personeel van de krijgsmacht dat voor dit besluit in aanmerking komt, omvat :

1° gedurende de termijn van actieve dienst die zij normaal hadden moeten doen : de hulponderluitenants die gedurende hun termijn van actieve dienst zijn benoemd of gecommissionneerd ;

2° de dienstplichtigen die hun termijn van actieve dienst doen ;

3° de militairen van lagere graad die weder onder de wapens zijn geroepen, met uitsluiting van de beroepsonderofficieren ;

4° de leerlingen van de koninklijke cadettenschool ;

5° de militairen van lagere graad, vrijwilligers voor de duur van de oorlog.

.../...

Artikel 2.-

De soldijregeling waarvoor de in artikel 1 genoemde militairen in aanmerking komen, omvat :

1° een dagelijkse soldij ;

2° voeding op Staatskosten of een als zodanig geldende vergoeding ;

3° kosteloze huisvesting.

Artikel 3.-

§ 1. Voor de soldijregeling komt niet langer in aanmerking de soldijtrekkende militair die :

1° om welke reden dan ook met verlof is ;

2° onwettig afwezig is ;

3° in hechtenis genomen is, behalve wanneer ten voordele van de betrokkene een beschikking van buitenvervolgingstelling of een vonnis van vrijspraak wordt verleend of zo hij, zonder te zijn veroordeeld, om welke reden ook naar de tucht van het korps wordt verwezen.

§ 2. De leerlingen van de koninklijke cadettenschool die de hoedanigheid van militair hebben verworven, genieten tijdens hun wettelijk verlof de in artikel 2, 1° en 2°, genoemde voordelen, zo de commandant der school oordeelt dat zij zich goed gedragen hebben.

Artikel 4.-

§ 1. De militairen die krijgsgevangen of oorlogsgeïnterneerde zijn geweest, ontvangen bij hun repatriëring de in artikel 2, 1°, genoemde soldij verminderd met de sommen die zij gedurende het tijdperk van krijgsgevangenschap of internering werkelijk hebben ontvangen.

.../...

§ 2. De Minister van Landsverdediging beslist in welke mate de tijd in gevangenschap doorgebracht recht geeft op die soldij. Hij neemt die beslissing op advies van een commissie waarvan hij de samenstelling en de procedure bepaalt. Deze commissie doet uitspraak over het eervol karakter van de gevangenneming en over het gedrag van die militairen tijdens hun gevangenschap.

Artikel 5.-

De soldijtrekkende militairen wier afwezigheid is vastgesteld in oorlogstijd ontvangen, wanneer zij weder in de getalsterkte worden opgenomen, de in artikel 2, 1°, genoemde soldij die hun tijdens hun afwezigheid verschuldigd is, voor zover een gemotiveerd getuigschrift van de korpscommandant verklaart dat die afwezigheid gewettigd was.

Afdeling II.- Dagelijkse soldij.

Artikel 6.-

Het bedrag der dagelijkse soldijen wordt vastgesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel I.

De soldij wordt gedurende het verblijf van de militairen in een hospitaalformatie met de helft verminderd.

De gelijkstelling der graden geschiedt overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel II.

.../...

Artikel 7.-

De soldij wordt om de vijftien dagen en na vervallen termijn betaald.

Afdeling III.- Voeding.

Artikel 8.-

Voor elke dag die recht geeft op soldij, verstrekt de Staat :

1° levensmiddelen volgens een door de Minister van Landsverdediging bepaalde rantsoenering;

2° een menagevergoeding bestemd om het levensmiddelenrantsoen aan te vullen en waarvan de bedragen, welke periodiek door de Minister van Landsverdediging worden vastgesteld, verschillen naargelang het onderofficieren dan wel de troep betreft.

Artikel 9.-

Het levensmiddelenrantsoen en de menagevergoeding zijn niet verschuldigd voor de soldijtrekkende militairen die ten laste van de Staat bij de inwoner in de kost zijn.

Artikel 10.-

§ 1. Een vergoeding voor levensmiddelen, "buiten-menagevergoeding" genoemd, wordt in stede van de voeding toegekend :

.../...

1° aan de reserve- en hulponderluitenants die hun termijn van actieve dienst doen;

2° aan de adjudanten candidaat- reserve- of hulponderluitenants die hun termijn van actieve dienst doen;

3° aan de weder onder de wapens geroepen militairen die krachtens hun wederoproepingsbevel gehouden zijn zich voor één of twee dagen van levensmiddelen te voorzien;

4° aan de soldijtrekkende militairen die in een mess voor officieren of in een menage voor onderofficieren zijn tewerkgesteld; de vergoeding wordt dan aan de beheerder van de mess of van de menage gestort.

§ 2. De korpscommandant of de overheid die zijn bevoegdheid uitoefent, kan beslissen dat de "buiten-menagevergoeding" in stede van de voeding wordt toegekend aan de soldijtrekkende militairen die, ingevolge de vereisten van hun dienst, in de onmogelijkheid verkeren aan de gewone maaltijden deel te nemen.

§ 3. De bedragen der "buiten-menagevergoeding" worden periodiek door de Minister van Landsverdediging vastgesteld en verschillen naargelang het gaat om officieren, adjudanten candidaat-officier, onderofficieren en korporaals of soldaten.

.../...

Afdeling IV.- Huisvesting.

Artikel 11.-

§ 1. Wanneer de Staat zich in de onmogelijkheid bevindt aan een soldijtrekkende militair kosteloze huisvesting te verschaffen, worden aan die militair de werkelijk gemaakte kosten terugbetaald.

Deze terugbetaling wordt slechts gedaan met de toestemming van de Minister van Landsverdediging.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn niet van toepassing op de soldijtrekkende militairen die dienstreizen doen of buiten het Rijk verblijven.

HOOFDSTUK II.- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 12.-

Tijdens de periode van 1 Januari tot 31 December 1951 ontvangen de reserve- en hulponderluitenants die hun termijn van actieve dienst doen, een bezoldiging vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 November 1950 houdende geldelijk statuut van het beroepspersoneel der krijgsmacht en der Rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 Maart 1951, en overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan zekere categoriën van het door de Staat bezoldigd personeel.

.../...

Artikel 13.-

Opgeheven worden de volgende bepalingen van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurde reglement :

1° artikel 97, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 3 April 1948;

2° artikel 97 bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 24 Mei 1951;

3° de artikelen 98 tot 112;

4° de artikelen 224 tot 227, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 September 1950;

5° de artikelen 228 tot 230;

6° artikel 285, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 8 Mei 1945;

7° de artikelen 286 tot 288;

8° artikel 289, C, 2°, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 8 Mei 1945 en 15 Juli 1946 en bij het koninklijk besluit van 18 September 1950;

9° de artikelen 298 en 299.

Artikel 14.-

Dit besluit treedt 1 Januari 1952 in werking.

.../...

Artikel 15.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE,

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

- -

De tabellen moeten voorafgegaan zijn door de titel: "BIJLAGE".

+

\+ +

In de Nederlandse tekst van tabel I, A, leze men: "Dienstplichtigen tijdens de eerste twaalf maanden actieve dienst, weder onder de wapens geroepen militairen van lagere graad, vrijwilligers voor de duur van de oorlog.".

In de Nederlandse tekst van tabel I, B, leze men : "Dienstplichtigen vanaf hun dertiende maand actieve dienst.".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.